BLANC Guillaume & QUÉNET Grégory (dir.). — dossier
« Pour une histoire environnementale de
l'Éthiopie », *Études rurales*, 197
, pp. 9-174.

Alain Gascon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/24987>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.24987

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 14 mars 2019

Pagination : 271-276

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Alain Gascon, « BLANC Guillaume & QUÉNET Grégory (dir.). — dossier « Pour une histoire
environnementale de l'Éthiopie », *Études rurales*, 197 », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 233 | 2019,
mis en ligne le 15 mars 2019, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/24987> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.24987>

Ce document a été généré automatiquement le 8 janvier 2022.

© Cahiers d'Études africaines

BLANC Guillaume & QUÉNET Grégory (dir.). — dossier « Pour une histoire environnementale de l'Éthiopie », *Études rurales*, 197

, pp. 9-174.

Alain Gascon

RÉFÉRENCE

BLANC Guillaume. — *Une histoire environnementale de la nation. Regards croisés sur les parcs nationaux du Canada, d'Éthiopie et de France*. Paris, Publications de la Sorbonne, 2015, 319 p., bibl., ill., index.

BLANC Guillaume & QUÉNET Grégory (dir.). — dossier « Pour une histoire environnementale de l'Éthiopie », *Études rurales*, 197, 2016, pp. 9-174.

- ¹ Tiré de sa thèse d'histoire ¹, le livre de G. Blanc fera sans nul doute date car il aborde un sujet neuf et parce qu'il illustre la pertinence de la méthode comparative en sciences sociales, quand elle est bien maîtrisée. Et c'est le cas. En effet, l'étude comparative des parcs nationaux des Cévennes, de la presqu'île de Forillon en Gaspésie, au Québec, et des montagnes du Sāmēn/Semēn (en amharique : Nord) dans la région-État (*kellel*) Amhara, en Éthiopie, dépasse de très loin la simple construction d'un tableau des ressemblances-différences. À partir de son analyse de l'histoire des trois « mises en parc », l'auteur élabore les grands traits d'une ambitieuse « histoire environnementale de la nation » alors que ces trois parcs sont très éloignés dans l'espace et le temps. Je m'appuierai, en outre, sur le numéro d' *Études rurales* qu'il a dirigé avec G. Quénet et m'attacherai, principalement, à rendre compte du cas éthiopien non sans mentionner les parcs cévenol et québécois, étudiés dans leurs rapports avec la construction de la nation.

- 2 G. Blanc a fait un effort — hélas trop rare dans les publications — pour traduire les termes amhariques et les transcrire correctement. Notons, toutefois, que le *däğğazmač* gardait non pas la tente du *negus*, ainsi que le souligne à tort la note 7 (p. 222), mais sa porte, comme il est précisé page 11. Le glossaire signale aussi qu'« environnement et nature » sont maintenant rendus en amharique par *täfätro*, un substantif dérivé de la racine verbale *fäṭṭärä*, signifiant créer et d'où vient *fätari*, le Créateur. En conséquence, pour les Éthiopiens, chrétiens comme musulmans, la nature n'est pas une donnée scientifique sécularisée, c'est la Création telle que la décrivent les Écritures. Ainsi, le titre du livre du géographe Mesfin Wolde Mariam ² : *Suffering under God's Environment. A Vertical Study of the Predicament of Peasants in North-Central Ethiopia* aurait-il pu être énoncé : *Suffering under God's Creation*. L'auteur passe un peu trop vite sur l'interprétation qui sous-tend cette traduction : environnement et nature n'appartiennent pas au même champ lexical que création. Il aurait dû poursuivre l'examen du vocabulaire qui révèle combien les notions importées de nature et d'environnement demeurent étrangères en Éthiopie. Ainsi, le paysage « édénique » du parc, ne décrit-il pas un jardin luxuriant et vierge de toute humanité, mais le jardin de l'Éden de la *Genèse*, situé, selon la tradition locale, sur les hautes terres éthiopiennes ³. Un deuxième regret concerne les cartes qui auraient gagné à être plus nombreuses alors que le choix des photographies, montrant « avant et après », n'appelle aucune critique.

- 3 La démarche, originale et rigoureuse, exposée dans l'introduction : « Faire du parc national un objet d'étude historique », s'articule en cinq chapitres qui annoncent la conclusion : « L'invention d'un “vivre-ensemble” naturellement national ». Le chapitre 1 : « La matérialisation naturelle d'une culture nationale » juxtapose et allie des termes et des notions qui font penser, dans un premier temps, à des oxymores. Pourtant, G. Blanc démontre que, bien au contraire, nation, paysage, territoire, nature se conjuguent pour construire la nation sous la direction de l'État, son bras armé. Il est le dépositaire légitime de la violence « paysagère » ainsi que l'affirme le chapitre 5 : « De la violence paysagère en milieu naturel ». La revue des titres du chapitre 2 : « La transmission paysagère d'une référence nationale », du chapitre 3 : « Négocier les territoires des uns, offrir un paysage aux autres » et du chapitre 4 : « Construction de la nature et protection de la nature », retrace fidèlement les étapes de la démonstration de l'auteur. Une question vient à l'esprit des géographes : à un siècle de distance, G. Blanc ne poursuit-il pas l'œuvre de Paul Vidal de la Blache — un historien, « père » de la géographie universitaire française — auquel Lavis commanda le *Tableau géographique de la France* ⁴ ? Vidal rédigea une introduction géographique, c'est-à-dire « physique », à son *Histoire de France des origines à 1919* qui suscite toujours l'émoi parmi les nostalgiques du grand roman national. Qu'on se rassure, après, entre autres, P. Gourou, F. Braudel, E. Leroy-Ladurie, X. de Planhol et J. Bonnemaison, G. Blanc franchit allègrement, la « frontière » entre sciences physique et sociale qui enfermait Vidal mais dont il se libéra, plus tard, dans la *France de l'Est* ⁵, publiée en 1917 et rééditée par Yves Lacoste.

- 4 Avant d'examiner ce que nous dit le parc du Sämen de l'histoire environnementale de la nation éthiopienne, il faut évoquer les démarches des concepteurs nationaux des parcs des Cévennes et de Forillon. En France, il s'agissait, vingt ans après la parution du célèbre *Paris et le désert français*, de J.-F. Gravier (1947), de réintégrer l'un des déserts français dans la nation en en faisant un musée des activités agricoles d'une France

disparue au cours du premier tiers du ^{xx} siècle. Agro-éleveurs, encadrés et rémunérés par les employés du parc, restaurent fermes, hameaux et villages pour y établir des gîtes ruraux où ils réinventent les veillées ! Ils reprennent l'élevage le long des drailles (parcours de transhumance), restaurent les « bancelles » (terrasses), tracent des sentiers de randonnée et cultivent des plantes traditionnelles alors que, depuis la fin du ^{xix} siècle, l'administration leur a imposé le reboisement et interdit la chasse et la cueillette. Au Canada, face à l'émergence, dans les années 1970, des revendications identitaires des « premières nations » — des Amérindiens et des Inuits — et des « Francos » en général, des Québécois en particulier, le gouvernement fédéral se sert des parcs nationaux pour enraciner la nation dans l'histoire d'avant l'arrivée des hommes. À Forillon, les habitants furent expulsés de la péninsule, leurs champs rendus à la forêt, la chasse et la pêche « encadrées » et, épreuve terrible, leurs maisons brûlées. Au Sämén également, l'armée chassa les paysans et incendia leurs pauvres huttes. En résumé, les gouvernements, investis de la violence légitime paysagère, l'utilisèrent donc pour intégrer dans la nation, de gré (en France) et/ou de force (Canada, Éthiopie), les peuples de territoires périphériques ou « périphérisés ». Dans les Cévennes, toutefois, les autorités ont engagé le dialogue et convaincu les élus locaux à coup de crédits généreux afin de recréer et de figer la région dans l'état — supposé — d'avant l'exode rural. Cet accouchement « sans douleurs violentes » du parc s'inscrit dans le contexte historique particulier d'une région « rebelle » peu évoqué par l'auteur. En effet, tandis que le parc s'installait, des foules se mobilisaient contre l'extension du camp militaire du Larzac, tout proche. En outre, depuis la guerre des Camisards au début du ^{xviii} siècle ⁶, le protestantisme cévenol entretient un esprit pugnace de résistance collective qui se manifesta par l'accueil des juifs, entre 1940 et 1944. Même si cette tradition avait perdu de sa force avec l'accélération de l'exode rural, son souvenir a, sans doute, incité les autorités à la prudence et à la patience...

- 5 Comme le démontre G. Blanc, par un examen minutieux des archives, le parc du Sämén et les autres parcs nationaux éthiopiens sont le fruit de la décision prise à Addis Abäba par Haylä Sellasé, à son retour d'exil en Angleterre (1936-1941). Entérinée par la junte militaire (*Därg*) qui déposa le souverain en 1974, elle est confirmée par le gouvernement provisoire qui renversa Mängestu en 1991, puis par la république fédérale à la tête du pays depuis 1995. Alors qu'ils se combattirent les armes à la main, la monarchie de droit divin, la junte militaro-marxiste et le Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien ⁷ de Mälläs Zénawi, auraient communiqué dans un grand dessein national, la protection de l'environnement national. G. Blanc rappelle qu'en dotant l'Éthiopie d'un « territoire-patrimoine naturel » (p. 185), Haylä Sellasé honorait sa réputation de souverain modernisateur dans le sillage Menilek qui avait fondé une capitale nouvelle et lancé le chemin de fer. Tous affermissaient leur pouvoir tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, quel qu'en fût le prix pour les populations ainsi que le résume l'auteur par d'heureuses formules telles « *Le Simien [sic] Mountains National Park*, un territoire-patrimoine de violence » ; « Homme contre nature, un paysage par la contrainte » (p. 80). Remarquons que le *negus* n'eut guère d'autre choix que de s'adresser aux organisations internationales de protection de la nature, chapeautées par l'UNESCO et peuplées d'ex-fonctionnaires ou officiers coloniaux, issus d'Afrique anglophone. En Éthiopie, ils ont, en conséquence, instauré : « Un patrimoine né sous le signe de l'écoracisme » (p. 220). Un des responsables britanniques du parc du Sämén, Leslie Brown, écrivait en 1963 : « Ethiopians are without exception the most destructive human beings I have seen—utterly feckless and without any regards to the future » (p. 222). En

1986, Hans Hurni, géographe à l'Université de Berne, spécialiste reconnu des montagnes et recruté par le World Wildlife Fund (WWF), affirmait dans le plan de l'UNESCO : « The most critical element in Simen is man » (p. 227). En 1996, le parc déclaré en péril par l'UNESCO car menacé par les agriculteurs, fut confié au *kellel* (région-État) d'Amhara puis repris en 2009 par l'administration fédérale qui, en 2012, a reconnu que les déplacements de population étaient « irréalisables à court terme » (pp. 212-213). La morgue et le racisme affichés par les expatriés à l'encontre des fonctionnaires éthiopiens ont même réussi à réveiller chez eux un sentiment de solidarité avec les paysans établis dans le parc.

- 6 G. Blanc montre comment Haylä Sellasé, puis Mängestu, ont planifié, à l'aide des agences de protection de l'UNESCO, le déplacement de populations qui abritaient des maquis menaçant les communications en Éthiopie entre le Nord et Gondär. Ignorant l'agenda des autorités, elles rassurèrent l'opinion en leur fournissant le moyen de financer des expulsions. L'auteur rappelle qu'entre 1975 et 1991, le Sämén protégea des offensives venues du Sud, le Front populaire de libération d'Érythrée (FPLE) allié, à l'époque, au Front populaire de libération du Tegray (FPLT) au pouvoir depuis lors à Addis Abäba. En fait, ce massif est, depuis des siècles, une sorte de zone grise : ainsi, venus d'Érythrée, les Italiens de la colonne Starace, qui avaient pris Gondär par surprise en 1936, butèrent sur les résistants retranchés autour du Ras Dašan (4 533 m), point culminant du pays. Dans les années 1960 (témoignage personnel), l'armée impériale peinait toujours à sécuriser la route menacée par des *šefta* ⁸. Sans doute instruit par cette histoire troublée, le régime actuel hésite à déplacer par la force des populations qui lui furent favorables : le bilan est donc maigre. Sous le *negus*, seules quelques familles furent réinstallées en périphérie du parc et/ou envoyés en Arsi et au Balé. Et seul le *Därğa* satisfait les exigences des conseillers étrangers en expulsant *manu militari*, au nom de « l'ingérence écologique » ⁹, des villages dans leur entier dont les habitants sont d'ailleurs revenus après la chute de Mängestu.
- 7 Peu de déplacés du Sämén se sont finalement établis en périphérie du massif du Balé en Arsi parmi les Oromo. Les Oromo étaient alors soulevés contre le gouvernement qui avait décidé le transfert de paysans du Choa vers les hautes terres de l'Arsi au peuplement diffus car parcourues par des agro-éleveurs. Ces derniers affrontèrent, de 1963 à 1967, l'armée éthiopienne jusqu'à ce que, devant la menace d'une ingérence somalienne, Haylä Sellasé fît cesser les réinstallations forcées ¹⁰. En 1970, un an après le Sämén, le Balé devint le deuxième parc national montagnard d'Éthiopie. Il semble que cette mesure ait suffi à éloigner la menace séparatiste : les chefs de la rébellion, pardonnés, refusèrent de se joindre à l'armée somalienne pendant la guerre éthio-somalienne de 1977-1978. Toutefois, les Oromo du Balé y défendent jalousement les champs, les pacages, les parcours et les forêts n'hésitant pas, en 2000, à déclencher de grands incendies afin d'écarter toute ingérence. Il est vraiment regrettable que la thèse de géographie tropicale, soutenue en 2010 à l'Université Bordeaux 3 par Julien Dupuy : *Les dynamiques de l'étagement dans le Massif du Balé. Hommes et systèmes forestiers dans le sud-est de l'Éthiopie*, ne soit pas encore publiée. Les remarquables travaux de ce chercheur appuient la plupart des analyses de G. Blanc mais insistent, à juste titre, sur l'impact de la pression démographique croissante exercée par les communautés d'agropasteurs établies en périphérie des parcs, sur des territoires qui leur sont, en principe, désormais fermés. On oublie trop souvent que la population éthiopienne a quadruplé en moins de cinquante ans et que 80 % des Éthiopiens vivent sur les hautes terres — un tiers du territoire national — où les densités moyennes dépassent 250 habitants/km ².

On retrouve heureusement cette prise en compte de la croissance démographique dans deux des articles publiés dans le numéro 197 (2016) d' *Études rurales* ¹¹. Dans : « L'environnement, une construction dans le temps long : le Gamo et le Wolaita » (pp. 25-47), J. Lesur et S. Planel retracent de façon convaincante les rapports dialectiques entre les évolutions du milieu physique et les mutations des systèmes de production mis en œuvre par les communautés locales. La revue transcrit un entretien de J. C. McCann, l'auteur de *People of the Plow* avec G. Blanc : « Bahir Dar and the Lake Tana Basin. History of an Urbanshed » (pp. 113-124) où il apporte un éclairage sur les transformations des systèmes agraires engendrées par la croissance démographique et l'urbanisation. Une dernière remarque à propos du Sämén, et des parcs éthiopiens, avant de conclure cette recension : les élites, soumises à Haylä Sellasé exilé en Grande-Bretagne, ont importé l'histoire environnementale de la nation. Elle concerne moins les Éthiopiens dont le récit national s'inspire des Écritures, que les étrangers, les *färänġ*, pour qui l'Éthiopie indépendante en Afrique colonisée fut longtemps une anomalie. Et plus tard, quand ses dirigeants ont prétendu être les « pilotes » (*sic*) du continent, la protection de la nature et du patrimoine culturel et naturel leur a fourni l'occasion d'être des pionniers. Le parc du Balé est en attente de rejoindre le Sämén sur la liste des sites inscrits au Patrimoine mondial de l'UNESCO où l'Éthiopie a sept sites de Patrimoine mondial, mais à ce jour, seulement le Sämén en tant que site du patrimoine naturel ¹².

- 8 Ce livre remarquable et dense, appuyé par le numéro d' *Études rurales* codirigé par G. Blanc et G. Quénet, apporte aux « éthiopiens » des matériaux neufs et une réflexion originale à propos des milieux naturels à l'origine des représentations sociales, politiques et culturelles de ce vieux pays où 41 % de la population a moins de 15 ans. Les lecteurs plus familiers de la France ou du Canada découvriront par l'utilisation judicieuse de la comparaison, la pertinence de la notion de « violence paysagère » qui traverse les conflits environnementaux aux différentes échelles territoriales, d'autant que chacun s'estime dans « son droit ». En paraphrasant Clausewitz, on constate grâce à ce livre et à d'autres publications que l'ingérence écologique est le moyen de faire de la politique par « d'autres moyens ». La protection de la flore et de la faune est allée de pair avec l'assujettissement des peuples turbulents et « sauvages ». Aux États-Unis, la création des parcs nationaux coïncide avec l'ouverture des réserves indiennes, au Kenya, les parcs ont permis de cantonner les Masai et, en Afrique du Sud, de territorialiser l'Apartheid en isolant les futurs bantoustans ¹³. Les États européens ont utilisé l'ingérence écologique pour des raisons de politique intérieure, comme dans le Parc national des gorges de la Samaria dans les Montagnes Blanches en Crète (témoignage personnel). Leurs habitants furent chassés de leur territoire ancestral où ils avaient pourtant résisté aux Ottomans, aux Allemands (1941-1944), mais aussi à l'armée royale appuyée par les États-Unis pendant la guerre civile (1946-1950). Les villages vidés sont devenus des gîtes d'étape pour touristes. À Forillon et au Sämén, on a été plus radical : on a brûlé les maisons.

- 9 Un livre qu'il faut lire.

NOTES

1. Soutenue à l'Université de Québec à Trois-Rivières et à l'Université de Paris 1.
2. M. W. MARIAM, *Suffering under God's Environment*, Berne, African Mountains Association-Geographica Bernensia, 1991.
3. A. GASCON, *Sur les Hautes Terres comme au ciel. Identités et territoires en Éthiopie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2006.
4. P. VIDALE DE LA BLACHE, *Tableau géographique de la France*, Paris, La Table Ronde, 1994 (réédition).
5. P. VIDALE DE LA BLACHE, *France de l'Est*, Paris, La Découverte, 1994 (réédition).
6. R. ALLIO, *Les Camisards*, film, 1h40m, Office de radiodiffusion-télévision française, 1972 ; P. JOUTTARD, *Les Camisards, textes choisis et présentés*, Paris, Gallimard, 1976.
7. *Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front (EPRDF)/ Yä I ṭ yopiya hezb abyotawi dimokrasawi genbar* (Ihadeg), coalition au pouvoir depuis 1991.
8. Dans la tradition éthiopienne : mi-bandits d'honneur, mi-maquisards.
9. G. ROSSI, *L'ingérence écologique. Environnement et développement rural du Nord au Sud*, Paris, CNRS Éditions, 2000.
10. A. GASCON, « Menaces sur le massif du Balé (Éthiopie) : rebelles, colons et trekkeurs », in B. CHARLERY DE LA MASSELIÈRE & B. CALAS (dir.), *À la croisée du transect. De la montagne à la ville. Éloge d'une géographie tropicale traversière*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail et de Bordeaux, 2014, pp. 93-104.
11. Ce numéro est désormais disponible en ligne : < <https://journals.openedition.org/etudesrurales/10619>>.
12. A. GASCON, « La patrimonialisation des paysages et les parcs "naturels" en Éthiopie », Journée d'étude Aresæ-Inalco : Histoire et patrimoine dans la Corne de l'Afrique, communication, 11 mars 2016. Pour les sites éthiopiens sur la liste tentative, voir : < <https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/et>>.
13. F. GIRAULT, S. GUYOT & M. HOUSSAY-HOLZSCHUCH, « La nature, les territoires et le politique en Afrique du Sud », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 60-64, 2005, pp. 695-717.